

Le paiement de la revalorisation des petites retraites agricoles sera effective le 8 novembre 2015 comme souhaité par le ministère de l'agriculture. Pour rappel, la revalorisation de petites retraites agricoles va se faire par paliers entre 2015 (73% du SMIC) et 2017 où elles atteindront 75% du SMIC.

C'est une mesure importante qui était souhaité par la MSA de longue date qui permet de revaloriser des retraites qui jusqu'alors étaient très basses (50% du SMIC). 246 000 personnes seront bénéficiaires de cette mesure.

Cependant, la MSA regrette que cette mesure soit financée par la retraite complémentaire obligatoire (RCO) et non par la retraite de base.

Les résultats de lutte contre la fraude sont en progression, en 2014, le montant total de la fraude détectée s'élève à 25,4 millions d'euros soit +13% par rapport au montant de 2013.

La part de la fraude aux prestations est de 37% (9,5 millions d'euros).

Famille : fraude détectée +25%(3M€) grâce à l'usage des outils de croisement interrégime.

Retraite : - 40% fraude détectée (1.9M€). Ce résultat s'explique côté « salariés » par la fin des dossiers portant sur l'instruction des demandes de rachat de cotisations. En revanche coté non-salariés, la fraude détectée a progressée : (639K€ au lieu de 211K€)

Santé : + 11% de fraude détectée (+32% en 2013). Professionnels de santé : stable (2M€) ; Etablissement de santé : +17% (1.78M€) ; Fraudes assurés : +33% (730K€)

La part de la fraude aux cotisations et travail dissimulé représente 63% du volume détecté et s'élève à 15,9 millions d'euros soit +30% (15,9 M€). Le montant global des redressements en cotisations suite à contrôle s'élève à 23M€ soit +32%.

Le bilan de la convention d'objectif et de gestion 2014 est très satisfaisant. Le taux de 79,7% de mise en œuvre de la convention d'objectifs et de gestion pour 2011-2014 est très positif et sur les 28 indicateurs de résultats, 17 cibles sont atteintes.

Le calendrier des négociations de la prochaine COG s'étalera de septembre à décembre 2015.

La MSA souhaite préserver ses moyens pour mener les actions à la hauteur de ses ambitions.

La MSA a été récemment plusieurs fois interrogée sur la situation du RSI. Nous proposons une coopération renforcée dans l'intérêt et dans le respect de l'identité et de la gouvernance de chacun des organismes. Une mission IGAS/IGF sur l'Assurance maladie obligatoire (AMO) préconisait une remise en cause des organismes conventionnés pour permettre 75 M€ d'économies. Gérard Pelhâte avait annoncé la candidature de la MSA, si les OC étaient remises en cause par le gouvernement.

Il y a 3 mois, de vives critiques ont été portées à l'encontre du RSI, nous avons affirmé à cette occasion notre soutien à la Sécurité sociale, aux régimes professionnels et donc au RSI. La MSA propose une coopération renforcée avec le RSI (OC, front office, contrôle médical voire la retraite et les risques professionnels) dans l'intérêt des deux organismes.

Pour autant nous tenons à affirmer notre opposition à toute idée de fusion.

En ce qui concerne le contexte de crises agricoles, la situation est grave. Même si les origines des crises sur la viande bovine et porcine sont économiques, les répercussions sociales sont conséquentes et ne peuvent être ignorées.

La MSA dans ce cadre se félicite d'avoir su préserver son enveloppe annuelle de 30 M€ de prises en charge de cotisations et de 105 M€ d'échéanciers de paiements. Et elle espère que ces lignes seront reconduites dans la prochaine Convention d'objectifs et de gestion car, ces enveloppes sont utiles comme l'ont prouvé les récentes annonces du ministre de l'agriculture.